

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Jeunes socialistes : point de vue de Félicien Rigaud
(64)

De la démocratie économique

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 9 septembre 2004

Démocratie & Socialisme

Il est clair aujourd'hui que la démocratie dans les institutions politiques ne suffit pas pour construire une société où les citoyens sont véritablement acteurs de la construction de leur avenir et maîtres de leur destin.

Seuls les démocrates de droite se contentent d'une démocratie « minimale » où les peuples élisent une fois tous les cinq ans un Président de la République, une majorité parlementaire et des députés européens. C'est-à-dire des personnes qui vont diriger le système capitaliste, sans jamais remettre en cause ses fondements, puisque tout sera verrouillé et que le contrôle citoyen - et donc politique - sur l'économie n'existe pas.

D'où notre opposition à l'actuel projet de constitution européenne où la banque centrale européenne reste indépendante de tout contrôle démocratique et où les valeurs néo-libérales de libre-échange et de libre-concurrence sont gravées dans le marbre, car constitutionnalisées. Pour changer cela il faudra l'unanimité des 25 pays-membres, autant dire qu'une fois la constitution adoptée l'économie sera éternellement antidémocratique. Ainsi, que la majorité soit de droite ou de gauche, la politique sera sensiblement la même. Comment faire l'Europe sociale si le socialisme en Europe est interdit par la constitution puisque le libéralisme serait le seul modèle économique possible ?

Le socialisme veut rendre le citoyen responsable de la communauté politique et le travailleur responsable de la communauté économique. La société solidaire a pour but de forger l'instrument de la liberté personnelle.

Tel devrait être le projet de la gauche pour 2007 : tout réside dans la question de la démocratie économique et donc dans le modèle de répartition des richesses. L'avenir de nos retraites et de notre sécurité sociale en dépend.

Ne perdons jamais de vue que le but des socialistes est de faire le socialisme. Trop de nos dirigeants l'ont oublié et proposent un accompagnement social de la mondialisation néo-libérale sans jamais la remettre en cause ni proposer des ruptures claires.

Le programme commun de l'Union de la Gauche (PS + PCF + MRG) dans les années 1970 était clair à ce sujet : « La destruction réelle et complète de tous les modes d'exploitation de l'homme par l'homme suppose l'avènement de la démocratie économique dont le point de départ reste l'appropriation collective de tous les grands moyens de production, d'investissement et d'échange. »

Lorsque nous parlons de nationalisations, certains camarades du Parti Socialiste se braquent en disant que ça ne sert à rien et que ça va ruiner l'Etat. Pourtant, tout réside dans la répartition des richesses produites par les travailleurs entre capital et travail. Comment se fait-il que pendant ces vingt dernières années, malgré quinze ans de gouvernement de gauche, les salaires ont perdu autour de 10 points par rapport au capital ? À chaque fois que la gauche a privatisé ou bien ouvert le capital d'une entreprise publique au privé, ce sont des milliers d'électeurs qui se sont détournés de nous.

Allons-nous laisser les entreprises pharmaceutiques aux mains d'intérêts privés ? Le profit passe avant l'intérêt collectif, ces entreprises préférant investir dans la pub et dans la concurrence plutôt que d'investir dans la recherche de médicaments contre des maladies rares (et donc non-rentables). Bien naïfs sont ceux qui croient qu'une entreprise privée trouvera le médicament contre le sida, et que cette maladie sera balayée de la planète en une décennie. N'a-t-on pas déjà vu les entreprises pharmaceutiques américaines refuser de vendre des médicaments génériques contre le sida, à bas prix aux pays d'Afrique ? Et cela, au nom du profit maximum et de la sacro-sainte rentabilité.

Allons-nous laisser les grands médias aux mains d'intérêts privés ? Le journal de TF1 nous sert tous les jours la propagande gouvernementale et tente de faire passer auprès de l'opinion publique la nécessité des réformes libérales de Raffarin. Déjà, France Télévision manque cruellement d'esprit critique... La plupart des grands journaux français appartiennent à deux ou trois personnes (Lagardère, Dassault...) tous proches de la droite et des intérêts des possédants. D'ailleurs, Ernest-Antoine Seillière vient de racheter à Lagardère sa filiale Editis, propriétaire de Laffont, Plon, Nathan, Bordas, Perrin, Le Robert, Pocket, La Découverte... De la propagande libérale dans les livres d'école de nos enfants ? L'Histoire, la biologie et les sciences économiques revues et corrigées par le Medef ? Non !

Il en est de même pour l'industrie d'armement. Allons-nous laisser des personnes mal intentionnées tirer profit des guerres en continuant à vendre des armes à des pays en conflit, et bien souvent (comme au Rwanda ou en Bosnie) à des groupes d'individus au pouvoir qui génocident des ethnies entières.

On peut aussi parler des entreprises de téléphones mobiles (Bouygues, SFR, Orange) qui dépensent des milliards

dans la concurrence, où le prix des communications et des SMS est très élevé, et où certaines parties du territoire ne sont pas couvertes par les réseaux faute de rentabilité !

Mais avant d'entreprendre toutes ces nationalisations, il faut d'abord s'approprier la clé de voûte de l'économie : le secteur bancaire.

Pour un socialiste, le pouvoir de création monétaire ne peut appartenir qu'à la nation et non aux mains d'intérêts personnels. Démunie de ce pouvoir, la puissance publique est paralysée, soumise aux forces du marché qui la domine et se montre incapable de remplir son rôle qui est d'orienter l'économie et la croissance au service des citoyens. Nationaliser toutes les banques de prêt et d'échange revient à mettre l'économie nationale au service de l'Homme et non l'inverse comme s'emploie à le faire la droite et le Medef qui précarisent des pans entiers de la société au service des patrons et des actionnaires.

Quand la politique laisse le secteur économique et financier aux grands intérêts privés qui ont érigé la banque en forteresse au centre du dispositif capitaliste, elle s'autodétruit. Ou bien la collectivité sera maîtresse des banques, ou bien les banques seront maîtresses de l'Etat et nous vivrons sous une République des banquiers et des actionnaires où les marchés exercent leur dictature au lieu de vivre sous une République sociale et démocratique à laquelle nous aspirons.

Le PS a-t-il fait son mea culpa pour l'ouverture du capital de France Télécom (licenciements collectifs, hausse des tarifs, détérioration de la qualité du service etc.) ? François Hollande a affirmé le 16 juin : « (...) sur EDF, nous devons dire que nous voulons une entreprise à 100 % de capitaux publics. » Ce qui est un net progrès.

Bien entendu, il va de soi que les services publics tels que l'électricité, le gaz, les transports en commun, l'eau, l'Education, la santé etc. doivent appartenir à la nation et donc aux citoyens. Cependant, les grands groupes nationalisés doivent faire l'objet d'une gestion transparente et démocratique.

Les socialistes ne peuvent se contenter des institutions de la Vème République qui n'est pas démocratique, en raison du caractère bonapartiste de ses institutions politiques, mais aussi du caractère non-démocratique de ses services publics puisque leur fonction (leur mission) est soumise à ce pouvoir politique et que leur fonctionnement (leur gestion) n'est pas soumis au suffrage universel (vote des orientations, élection des directions à tous les niveaux par les fonctionnaires et personnels). Il est également impératif de rétablir les élections à la Sécu afin qu'il y ait un véritable contrôle citoyen sur la gestion des remboursements (Le budget de la Sécu est 30 % supérieur à celui de l'Etat)

C'est à nous, les jeunes socialistes, de lancer le débat au sein de nos aînés pour pousser le Parti à proposer un programme de répartition des richesses et un projet de nationalisations : en un mot, un projet socialiste.

Félicien Rigaud

MJS-64